

Kivu Un paysan comme président !

Papa Simisi, la soixantaine bien sonnée, est paysan et syndicaliste. Le cinquième numéro de la revue trimestrielle « Regards Croisés », édité par le Pole Institute ⁽¹⁾, a publié une interview de ce leader paysan congolais, réalisée en août 2001 et dont nous vous livrons ici de larges extraits.

Entretien avec Simisi Nzala
Président national du Syndicat d'alliance paysanne (RDC)

Au Nord Kivu, la bourgade de Nyamilima (près de 27 000 habitants), située à 115 kilomètres de Goma et à 20 autres de la frontière ougandaise, compte encore des cases couvertes de tôles ondulées. Un luxe pour un pays en guerre dont la majorité de la population vit dans une détresse matérielle de plus en plus aiguë. « *C'est parce que nous cultivons encore ici !* », clame Papa Simisi. C'est aussi parce que le mouvement paysan qui est né dans cette région applique des principes de solidarité...

Comment vous êtes-vous investi dans le mouvement paysan ?

SN : En 1981, l'Unicef avait installé un réseau de fourniture d'eau à Rubare, un village voisin. J'ai commencé à m'investir dans le travail de développement quand j'ai pris l'initiative de me déplacer pour demander aux agents de cet organisme international qu'ils nous permettent aussi d'avoir l'eau courante. Nyamilima a été raccordé en 1982. L'année suivante, à la demande des habitants de Buramba, nous avons mis en place une adduction d'eau en leur faveur, puis en la faveur de ceux de Kisharo en 1983.

Cette année-là, nous avons organisé notre coopérative, Acombi. Et nous avons fait en sorte que la Coopérative d'épargne et de crédit fonctionne ici. Et quand nous amenions le café à Goma, la part sociale de l'Acombi était de deux sacs de café. Dès 1984, nous avons reçu un message de l'association Solidarité paysanne, qui œuvrait au niveau de l'ex-Kivu. Elle demandait à toutes les coopératives de l'ancienne région du Kivu de s'unir. Lors d'un voyage à Bukavu, je suis dès lors devenu membre de l'Union des coopératives du Nord-Kivu. J'en ai profité pour exposer le problème de la population de la zone de Rutshuru : elle ne mangeait pas à sa faim ! Elle manquait en effet

de terres à cultiver. Par exemple, lorsqu'on avait un petit champ planté de café, on ne savait plus où planter les haricots. On devait alors associer deux cultures dans un même champ, ce qui ne nous facilitait pas la vie.

Avec Solidarité paysanne, nous avons monté un projet d'étude pour étayer ma conviction par des éléments concrets et des statistiques. Un ingénieur agronome est venu dans notre région : il passait par les chefs-lieux des collectivités et des groupements. Il posait des questions sur le nombre d'habitants et les modes de vie. Finalement, il nous a fait part de ses conclusions à propos du manque de nourriture à Rutshuru. Tout d'abord, la population s'était considérablement accrue ; ensuite, le parc national des Virunga a monopolisé une très grande portion du territoire de notre zone, tandis que d'autres zones ne lui avaient cédé que de petites portions ; enfin, les terres cultivables qui auraient dû revenir à la population avaient été mal gérées par les chefs coutumiers, qui les avaient cédées comme plantations. Il était clair que la population avait été oubliée et qu'on n'avait pas prévu qu'elle allait croître pareillement.

Après avoir posé ces constats, l'ingénieur les a présentés au gouverneur, qui lui a demandé de finaliser ce rapport pour qu'après débat, il le soumette au pouvoir central, à un niveau national. Cet ingénieur avait également insisté sur le fait qu'à part le parc, la zone de Rutshuru était composée de domaines de chasse qu'il fallait redistribuer à la population. Si ces domaines étaient libérés, il envisageait des projets d'irrigation dans ces zones plates. Il appelait cela, je crois, un projet d'auto-suffisance alimentaire...

Comment est né le Syndicat d'alliance paysanne (SAP) dont vous êtes aujourd'hui le président ?

SN : Sous Mobutu, alors que tous les autres groupes sociaux étaient organisés en syndicats >

(1) Le Pole Institute, Institut inter-culturel dans la région des Grands Lacs, se définit comme un centre de recherche et un carrefour de réflexions, d'échanges, de productions d'analyses, de méthodes et de stratégies. Installé à Goma (RDC), il est actif dans la prévention des conflits, l'animation d'événements intercommunautaires ou encore la formation à l'émergence de noyaux de légitimité pour une démocratie participative.

> (les fonctionnaires, les chefs d'entreprises et les commerçants, etc.), les paysans ne l'étaient pas encore. Au Congo, personne ne se souciait de nous. Il fallait un syndicat paysan pour défendre nos droits. Nous avons donc convoqué une rencontre : le congrès inter-régional des paysans, à Bukavu. À l'époque, je faisais partie du conseil d'administration de Solidarité paysanne. Les paysans sont arrivés de partout : après les avoir écoutés, nous avons constaté que Mobutu ne faisait absolument rien pour eux. C'était un premier pas. À la suite du forum de Bukavu, nous avons organisé, en 1991, un congrès de paysans à Kinshasa, qui a attiré des représentants de presque chacune des régions du pays. Le but de ce congrès était de créer un syndicat national. C'est là que j'ai été élu président du Syndicat d'alliance paysanne au Zaïre.

Quel rôle le SAP joue-t-il dans un pays déchiré par la guerre comme le Congo ?

SN : Moi, en tant que paysan, j'affirme que ce sont les intellectuels qui ont apporté la guerre et le tribalisme. J'ai quitté Lubero pour venir ici en 1953. Nous avons toujours vécu en parfaite harmonie

avec les populations locales : nos enfants n'ont jamais rencontré de problème. Chez eux, c'est ici. Les paysans de la région ont toujours été solidaires. Voilà pourquoi je dis que la crise n'est pas partie de la base, mais des intellectuels.

Je n'ai pas suivi l'école, mais j'ai ma propre instruction. Je suis docteur en affaires paysannes ! Et je sais que la politique se résume en deux mots : le pays et le propriétaire du pays, soit les mots « pays » et « paysan ». Voilà en quoi consiste la politique d'un pays. Le paysan gère la terre et engendre l'intellectuel. Pourtant, aujourd'hui, la société pourrait se résumer à un triangle. Les trois angles sont respectivement occupés par les parents, la jeunesse et les intellectuels. Ces derniers sont au sommet et écrasent les deux autres composantes. Une fois en haut de l'échelle, après les études, l'intellectuel oublie les parents et néglige la jeunesse.

Si l'on se souciait vraiment de ce pays, on saurait que les intellectuels ont déjà échoué et ne savent que faire la guerre. Et on irait chercher un paysan pour le nommer président de la République. Aujourd'hui, si j'étais à la tête de ce pays, je n'ambitionnerais pas de posséder un avion ou de me construire un building. Je commencerais par bâtir des écoles, des routes, des hôpitaux, par renforcer l'économie et la monnaie... Il faut un paysan comme président de cette République pour qu'il s'occupe des problèmes réels de ce pays. Et si ce paysan quittait le pouvoir, croyez-vous qu'il penserait à aller aux États-Unis s'acheter une résidence ? Non, il reviendrait chez lui, s'occuper de ses chèvres, comme je m'occupe moi-même de mes deux chèvres, ici, chez moi.

Si l'on examine ce triangle, on voit que cet intellectuel que vous avez placé au sommet devient inefficace. Mais celui qui trône au sommet développera des stratégies pour y demeurer. Que peut faire la base pour le ramener vers elle ou pour dégager d'autres voies pour survivre ?

SN : C'est la raison pour laquelle nous avons initié le syndicat de paysans. Nous sommes nombreux, mais tous les paysans ne disposent pas d'une bonne capacité d'analyse. Or le triangle devrait se renverser : les parents et la jeunesse, à son sommet, et les intellectuels à sa base. Il faut que l'intellectuel supporte le poids de ceux qui ont payé sa scolarité, qu'il les défende. Ce n'est malheureusement pas le cas. ■

Propos recueillis par Aloys Tegera, directeur du Pole Institute à Goma

Parc des Virunga : patrimoine et population en péril

« Si vous entendez dire que le SAP autorise qu'on envahisse le parc, ce n'est pas vrai ! », clame Papa Simisi. « Le SAP ne fait que lutter pour que les populations parviennent à se nourrir ! »

Le parc des Virunga, situé majoritairement au Kivu, s'étend sur 790 000 hectares et présente une diversité d'habitats incomparable. Cette merveille naturelle est inscrite sur la liste du patrimoine mondial en péril depuis 1994. Cette année-là, le génocide et la guerre au Rwanda y ont provoqué l'afflux massif de réfugiés qui se sont installés dans des camps à l'intérieur même du parc. Résultat : une déforestation massive et le braconnage de la faune sauvage.

Quel lien le SAP a-t-il donc avec ce parc ? Se fondant sur les conventions qui ont fixé, en 1935, les frontières de cette réserve, le syndicat paysan estime qu'elles ont été largement outrepassées. Après cette date, les limites du parc ont été déplacées en défaveur des populations, spoliant ainsi les agriculteurs, dont la surface de terres fertiles a rétréci. « Si on délimite le parc, nous sommes prêts à le protéger », poursuit Papa Simisi, espérant faire reconnaître le manque à gagner d'une génération de paysans qui ont dû abandonner des terres fertiles.

La revendication du SAP téléscopie le souci de conservation de ce trésor naturel qui émane de la communauté internationale : difficile de réclamer des terres imbriquées dans un parc en péril... Alors, le SAP agit de manière posée : intervenant auprès des chefs coutumiers, des conservateurs officiels, des pêcheurs des environs du lac Idi Amin, des paysans et des militaires responsables de la conservation des ressources du parc, il en propose une meilleure gestion, notamment « en créant un comité de gestion du parc mixte, composé d'enseignants, de paysans et d'autres composantes de la société. »